

RCS : AIX EN PROVENCE

Code greffe : 1301

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de AIX EN PROVENCE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1986 B 00771

Numéro SIREN : 339 491 078

Nom ou dénomination : MARIDIS

Ce dépôt a été enregistré le 16/10/2019 sous le numéro de dépôt 12871

Greffe du tribunal de commerce d'Aix en Provence



Documents comptables déposés en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 16/10/2019

Numéro de dépôt : 2019/12871

Déposant :

Nom/dénomination : MARIDIS

Forme juridique : Société par actions simplifiée

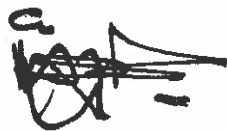
N° SIREN : 339 491 078

N° gestion : 1986 B 00771

MARIDIS
Société par Actions Simplifiée au capital de 243.304 euros
Siège social : Chemin de Saint Pierre
13700 MARIGNANE
R.C.S. AIX EN PROVENCE 339 491 078

BILAN
COMPTE DE RESULTATS
ANNEXE
DE L'EXERCICE CLOS
LE 31 MAI 2019

Certifiés conformes
Le Président





CJ

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/05/19	Net au 31/05/18
ACTIF				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	49 779	48 137	1 641	995
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	11 848	6 807	5 041	8 990
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	400 063	292 316	107 747	127 889
Installations techniques, matériel et outillage	2 304 481	1 691 371	613 110	794 640
Autres immobilisations corporelles	12 493 066	5 830 874	6 662 192	6 511 666
Immob. en cours / Avances & acomptes				63 721
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	13 644 731		13 644 731	1 354 762
Autres titres immobilisés	23 241		23 241	23 241
Prêts	10 876		10 876	11 245
Autres immobilisations financières	1 199 184		1 199 184	1 138 035
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	30 137 268	7 869 505	22 267 763	10 035 185
Stocks				
Matières premières et autres approv.	33 180		33 180	39 222
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	4 863 575		4 863 575	5 067 347
Créances				
Clients et comptes rattachés	355 086		355 086	314 463
Fournisseurs débiteurs	2 146 839		2 146 839	2 248 857
Personnel	1 160		1 160	3 032
Etat, Impôts sur les bénéfices	355 132		355 132	652 036
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	185 543		185 543	201 048
Autres créances	1 035 660		1 035 660	954 296
Divers				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Valeurs mobilières de placement	1 583 963		1 583 963	1 471 415
Disponibilités	8 600 100		8 600 100	3 158 524
Charges constatées d'avance	312 979		312 979	190 002
TOTAL ACTIF CIRCULANT	19 473 217		19 473 217	14 300 244
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion - Actif				
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL ACTIF	49 610 485	7 869 505	41 740 980	24 335 429

Bilan

	Net au 31/05/19	Net au 31/05/18
PASSIF		
Capital social ou individuel	243 304	201 304
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	4 809 656	52 944
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	24 330	20 130
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	9 735 983	8 824 628
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice	900 756	915 554
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	32 143	
TOTAL CAPITAUX PROPRES	15 746 172	10 014 561
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	678 464	433 623
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	678 464	433 623
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
<i>Emprunts</i>	10 440 570	3 746 611
<i>Découverts et concours bancaires</i>	21 606	19 312
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	10 462 176	3 765 923
Emprunts et dettes financières diverses	3 856	4 268
Emprunts et dettes financières diverses - Associés	5 157 638	532 059
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	68 122	57 310
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 813 387	6 353 345
<i>Personnel</i>	1 104 375	1 462 616
<i>Organismes sociaux</i>	559 984	635 836
<i>Etat, Impôts sur les bénéfices</i>		
<i>Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires</i>	232 374	226 618
<i>Etat, Obligations cautionnées</i>		
<i>Autres dettes fiscales et sociales</i>	823 173	806 060
Dettes fiscales et sociales	2 719 906	3 131 129
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	64 174	14 282
Autres dettes	27 086	27 939
Produits constatés d'avance		991
TOTAL DETTES	25 316 344	13 887 245
Ecart de conversion - Passif		
TOTAL PASSIF	41 740 980	24 335 429



CJ

COMPTES ANNUELS

DU 01/06/2018 AU 31/05/2019

Compte de résultat



Compte de résultat

	du 01/06/18 au 31/05/19 12 mois	du 01/06/17 au 31/05/18 12 mois	Variation absolue (montant)
PRODUITS			
Ventes de marchandises	85 066 212	80 546 744	4 519 468
Production vendue	7 483 989	7 379 697	104 292
Production stockée			
Subventions d'exploitation			
Autres produits	685 438	691 252	-5 814
Total	93 235 639	88 617 693	4 617 946
CONSOMMATION M/SES & MAT			
Achats de marchandises	70 252 508	66 748 980	3 503 528
Variation de stock (m/ses)	203 773	-629 700	833 472
Achats de m.p. & aut.approv.	237 087	230 478	6 610
Variation de stock (m.p.)	6 042	4 984	1 057
Autres achats & charges externes	9 828 464	9 620 282	208 182
Total	80 527 873	75 975 025	4 552 848
MARGE SUR M/SES & MAT	12 707 765	12 642 668	65 097
CHARGES			
Impôts, taxes et vers. assim.	1 094 518	1 125 113	-30 595
Salaires et Traitements	6 510 400	6 434 074	76 325
Charges sociales	1 898 506	1 937 811	-39 304
Amortissements et provisions	1 745 987	1 595 141	150 846
Autres charges	11 885	10 197	1 688
Total	11 261 295	11 102 336	158 960
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 446 470	1 540 332	-93 862
Produits financiers	86 528	14 188	72 340
Charges financières	129 343	114 837	14 506
Résultat financier	-42 815	-100 649	57 834
Opérations en commun	3 915	1 835	2 080
RESULTAT COURANT	1 407 570	1 441 518	-33 948
Produits exceptionnels	176 371	240 949	-64 577
Charges exceptionnelles	88 345	435 416	-347 071
Résultat exceptionnel	88 026	-194 468	282 494
Participation des salariés	255 634	254 033	1 601
Impôts sur les bénéfices	339 206	77 463	261 743
RESULTAT DE L'EXERCICE	900 756	915 554	-14 798

COMPTES ANNUELS

DU 01/06/2018 AU 31/05/2019

Annexe



Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS MARIDIS

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/05/2019, dont le total est de 41 740 980 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 900 756 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/06/2018 au 31/05/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 26/07/2019 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/05/2019 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets :
1 à 5 ans
- * Constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 15 ans
- * Matériel et outillage industriels : 2 à 12 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 4 à 20 ans
- * Matériel de transport : 5 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 7 ans
- * Matériel informatique : 3 à 7 ans
- * Mobilier : 4 à 7 ans

Règles et méthodes comptables

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 1,5 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %

Règles et méthodes comptables

- Age de départ à la retraite : 62 ans
- Taux de rotation du personnel : 2 %
- Table de taux de mortalité : (table INSEE TD 88-90)

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de reconstitution du fonds de roulement.

Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant à l'exercice pour un montant de 207 558 euros a été porté au crédit du compte 649 - Charges de personnel - CICE.

Ce produit du CICE, propre à l'entreprise, comptabilisé à la date de clôture vient en diminution des charges d'exploitation

Un montant de 51 euros correspondant à la quote-part du CICE de ses filiales non soumises à l'impôt sur les sociétés et revenant à l'entreprise en sa qualité d'associée a été porté au crédit du compte 699 - Crédits d'impôts.

Le montant de la créance du CICE définitif au titre de l'année civile 2018 est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de cet exercice alors que le CICE théorique couru à la date de clôture sera imputable sur l'impôt sur les sociétés de l'exercice suivant.

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

- Parrainage:

Dans le cadre des contrats institué au sein du mouvement E.LECLERC, la SAS MARIDIS a pris l'engagement de couvrir les pertes éventuelles des magasins suivants:

- Centre E.LECLERC AVIROC (Avignon - France)
- Centre E.LECLERC ROMANDIS (Montelimar - France)
- Centre E.LECLERC SODISAPT (Apt - France)
- Centre E.LECLERC ANGLEDIS (Les Angles - France)
- Centre E.LECLERC SERDIS A2G (La Chapelle en Serval - France)
- Centre E.LECLERC SAULDIS (Saulce - France)
- Centre E.LECLERC BRIANCONDIS (Briançon - France)
- Centre E.LECLERC HYERDIS (Hyerres - France)
- Centre E.LECLERC SODESUP II (Vence - France)
- Centre E.LECLERC FANGO (Bastia - France)
- Centre E.LECLERC LIBRE SERVICE DU PHARE (San Nicolao - France)
- Centre E.LECLERC SODICA II (Le Cannet - France)
- Centre E.LECLERC SOSUMAR (Saint Etienne de Fontbellon - France)

- Swap:

La SAS MARIDIS a conclu un SWAP de taux d'intérêt à caractère de couverture avec la banque CIC ayant pour date d'application 01/04/2014-01/04/2022.

Au 31/05/2019, le contrat porte sur un montant nominal de 1 633 333 Euros.

La valeur du SWAP au 31/05/2019 est de - 56 707.18 E.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	75 853	1 448	15 675	61 626
Immobilisations incorporelles	75 853	1 448	15 675	61 626
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	385 292			385 292
- Constructions sur sol d'autrui	14 771			14 771
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 295 307	153 224	144 051	2 304 481
- Installations générales, agencements aménagements divers	9 837 197	1 230 877	11 181	11 056 893
- Matériel de transport	283 871			283 871
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 122 969	29 333		1 152 303
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	63 721		63 721	
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	14 003 127	1 413 435	218 952	15 197 610
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	1 354 762	12 450 566	160 597	13 644 731
- Autres titres immobilisés	23 241			23 241
- Prêts et autres immobilisations financières	1 149 281	72 258	11 479	1 210 060
Immobilisations financières	2 527 284	12 522 824	172 076	14 878 032
ACTIF IMMOBILISE	16 606 264	13 937 707	406 704	30 137 268

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	1 448	1 413 435	12 522 824	13 937 707
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	1 448	1 413 435	12 522 824	13 937 707
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste		63 721		63 721
Virements vers l'actif circulant				
Cessions	15 675	155 231	172 076	342 983
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice	15 675	218 952	172 076	406 704

Notes sur le bilan

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	65 868	4 751	15 675	54 944
Immobilisations incorporelles	65 868	4 751	15 675	54 944
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	267 296	19 157		286 453
- Constructions sur sol d'autrui	4 878	985		5 863
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 500 667	334 755	144 051	1 691 371
- Installations générales, agencements aménagements divers	3 852 059	901 977	8 712	4 745 323
- Matériel de transport	108 185	56 774		164 959
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	772 126	148 465		920 591
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	6 505 211	1 462 112	152 763	7 814 561
ACTIF IMMOBILISE	6 571 080	1 466 863	168 438	7 869 505

Notes sur le bilan

Les opérations s'analysent comme suit :

	Immobilisations Incorporelles	Immobilisations Corporelles	Total
Ventilation des dotations			
Compléments liés à une réévaluation			
Eléments amortis selon mode linéaire	4 751	1 462 112	1 466 863
Eléments amortis selon autre mode			
Dotations exceptionnelles			
Dotations de l'exercice	4 751	1 462 112	1 466 863
Ventilation des diminutions			
Eléments transférés à l'actif circulant			
Eléments cédés		8 712	8 712
Eléments mis hors service	15 675	144 051	159 726
Diminutions de l'exercice	15 675	152 763	168 438

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 5 657 840 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	55 381		55 381
Prêts	10 876		10 876
Autres	1 199 184		1 199 184
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	355 086	355 086	
Autres	3 724 334	3 724 334	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	312 979	312 979	
Total	5 657 840	4 392 399	1 265 441
Prêts accordés en cours d'exercice	15 450		
Prêts récupérés en cours d'exercice	7 624		

Produits à recevoir

	Montant
Factures à établir	258 635
Fournisseurs rist a recevoir	1 375 763
Fournisseurs av a recevoir m/se	12 839
Fournisseurs av a recevoir fg	65 837
Fournisseurs av à recevoir centrale	88 980
Interets courus a recevoir	8 253
Total	1 810 307

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 243 304,00 euros décomposé en 30 413 titres d'une valeur nominale de 8,00 euros.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	25 163	8,00
Titres émis pendant l'exercice	5 250	8,00
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	30 413	8,00

Liste des propriétaires détenant plus de 10 % du capital

	% de détention	Nombre de part ou d'actions
I. PERSONNES MORALES		
SC EP HOLDING 13700 MARIGNANE	12,00	3 650,00
SC MP HOLDING 13700 MARIGNANE	12,00	3 650,00
SC SP HOLDING 13700 MARIGNANE	12,00	3 650,00
II. PERSONNES PHYSIQUES		
PASCO Hervé 13620 CARRY LE ROUET	55,32	16 827,00

Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires		32 143		32 143
Prêts d'installation				
Autres provisions				
Total		32 143		32 143
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles		32 143		

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	180 000	235 000			415 000
Garanties données aux clients	170 186				170 186
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	83 437	93 278	83 437		93 278
Total	433 623	328 278	83 437		678 464
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		328 278	83 437		
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 25 248 222 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	21 606	21 606		
- à plus de 1 an à l'origine	10 440 570	1 952 112	6 383 444	2 105 014
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	3 856	3 856		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 813 387	6 813 387		
Dettes fiscales et sociales	2 719 906	2 719 906		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	64 174	64 174		
Autres dettes (**)	5 184 723	5 184 723		
Produits constatés d'avance				
Total	25 248 222	16 759 764	6 383 444	2 105 014
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	8 088 710			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	1 393 109			
(**) Dont envers les associés	5 157 638			

Le montant des divers emprunts et dettes contractés auprès d'associés personnes physiques s'élève à 5 157 638 euros.

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
Frs - factures non parvenues m/ses	19 859
Frs - factures non parvenues fg	697 875
Frs immobil. - fact. non parvenues	2 074
Interets courus sur emprunts	8 815
Interets courus a payer	21 606
Interets courus sur swap	3 856
Associés- interets a payer	31 742
Provision congés payés	571 798
Provision interressement	214 647
Participation des salariés	40 987
Provision primes a payer	266 972
Charges sociales sur cp	188 693
Prov. ch. sociales s/ p. bilan	23 150
Prov. ch. sociales sur primes	66 651
Charges fiscales/cp	11 436
Etat charges a payer	160
Taxe grande surface	407 543
Effort construction	40 249
Formation professionnelle	27 406
Cet	256 549
Tvts	8 012
Organic a payer	49 878
Taxe publicité a payer	16 600
Clients avoirs	1 147
Clients acomptes	8 035
Charges à payer	986
Total	2 986 726

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance m/se	180 867		
Charges constatées d'avance fg	132 112		
Total	312 979		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis	5 352 997		5 352 997
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services	10 652		10 652
Ventes de marchandises	85 066 212		85 066 212
Produits des activités annexes	2 120 340		2 120 340
TOTAL	92 550 200		92 550 200

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 12 585 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	101	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	4 479	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	2 469	
Amortissements des immobilisations	49 155	
Amortissements dérogatoires	32 143	
Boni TEL annulation gain		6 052
Produits des cessions d'éléments d'actif		700
Remboursement TICFE 2016-2017-2018		152 237
Solde chèques non encaissés		10 705
Autres produits exceptionnels		6 678
TOTAL	88 345	176 371

Notes sur le compte de résultat

Résultat et impôts sur les bénéfices

Ventilation de l'impôt

	Résultat avant Impôt	Impôt correspondant (*)	Résultat après Impôt
+ Résultat courant (**)	1 407 570	381 378	1 026 191
+ Résultat exceptionnel	88 026	29 376	58 650
- Participations des salariés	255 634	71 549	184 085
Résultat comptable	1 239 962	339 206	900 756
(*) comporte les crédits d'impôt (et à ce titre le CICE)			
(**) Majoré du montant du CICE (montant repris de la colonne "Impôt correspondant")			

Notes sur le compte de résultat

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 28 % à hauteur de 500 000 € et 31 % au-delà, fait ressortir une créance future d'un montant de 19 585 euros. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	32 143
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	32 143
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	102 089
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	102 089
C. Déficits reportables	
D. Moins-values à long terme	
Estimation du montant de la créance future	19 585
Base = (A - B - C - D)	
Impôt valorisé au taux de 28 % à hauteur de 500 000 € et 31 % au-delà	

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 248 personnes dont 7 handicapés.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	40	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	208	
Ouvriers		
Total	248	

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Cette information n'est pas mentionnée car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Engagements financiers

Engagements donnés

Autres informations

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
<i>Cautionnements bancaires donnés auprès des magasins parrainés (détail en annexe)</i>	6 844 661
Avals et cautions	6 844 661
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>Nantissement du fonds de commerce Maridis au profit de Oséo</i>	278 688
<i>Nantissement du fonds de commerce Maridis au profit du Crédit Coopératif</i>	758 333
<i>Nantissement du fonds de commerce Maridis au profit du CIC</i>	8 471 446
<i>Nantissement du fonds de commerce Maridis au profit de la BPI</i>	774 468
Autres engagements donnés	10 282 935
Total	17 127 596
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	6 844 661
Engagements assortis de suretés réelles	10 282 935

Autres informations

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
<i>Cautions reçues des parrains de MARIDIS (détail en annexe)</i>	278 688
Avals et cautions	278 688
Autres engagements reçus	
Total	278 688
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	278 688
Engagements assortis de suretés réelles	

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 109 711 euros

Les engagements de retraite ne font pas l'objet d'une comptabilisation.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de reconstitution du fonds de roulement.

DETTES ASSORTIES DE GARANTIES DONNEES ET RECUES PAR L'ENTREPRISE

(Nantissements, Hypothèques, Warrants, Privilèges)

Nature de la Dette	Capital Emprunté	Capital restant à rembourser				Société concernée par la garantie donnée	Nature de la Garantie donnée	Engagements données	Engagements reçus
		A court Terme	A moyen Terme	A long Terme	Total				
Emprunt OSEO	3 500 000	278 688			278 688	MARIDIS	Nantissement du fonds de commerce MARIDIS	278 688	
							Caution solidaire à hauteur de 20% de ANGLEDIS		55 738
							Caution solidaire à hauteur de 10% de NEMODIS		27 869
							Caution solidaire à hauteur de 10% de SODISAPT		27 869
							Caution solidaire à hauteur de 10% de SUDALP		27 869
							Caution solidaire à hauteur de 10% de MONTAUDIS		27 869
							Caution solidaire à hauteur de 10% de VALESCURE DISTRIBUTION		27 869
							Caution solidaire à hauteur de 10% de DRUMEDIS		27 869
							Caution solidaire à hauteur de 10% de LAVIDA		27 869
							Caution solidaire à hauteur de 10% de SO.SU.MAR CENTRE LECLERC		27 869
Emprunt Crédit Coopératif	1 300 000	108 333	433 334	216 666	758 333	MARIDIS	Nantissement du fonds de commerce MARIDIS	758 333	
Emprunt BPI	1 300 000	110 638	442 553	221 277	774 468	MARIDIS	Nantissement du fonds de commerce MARIDIS	774 468	
Emprunt CIC	1 400 000	116 669	466 669	233 331	816 669	MARIDIS	Nantissement du fonds de commerce MARIDIS	816 669	
Emprunt CIC	7 200 000	1 010 272	4 109 442	1 742 630	6 862 344	MARIDIS	Nantissement du fonds de commerce MARIDIS	6 862 344	
Emprunt CIC	1 200 000	237 798	554 635		792 433	MARIDIS	Nantissement du fonds de commerce MARIDIS	792 433	
	15 900 000	1 862 398	6 006 633	2 413 904					
		10 282 935						10 282 935	278 688

Engagements donnés par MARIDIS

	Plafond d'engagement	% d'engagement	Capital restant dû	Engagement donné au 31/12/18	date fin engag
BRIANCONDIS	CE	13,75%	3 055 000	420 063	05/08/2030
BRIANCONDIS	CE	13,75%	1 333 333	183 333	04/04/2031
BRIANCONDIS	CE	13,75%	250 000	34 375	05/05/2023
ROMANDIS SA	SG		149 094	73 000	07/02/2019
ROMANDIS SA	SG		248 568	38 171	07/02/2027
ROMANDIS SA	SG		3 084 891	459 371	07/02/2027
VENCENI	EDEL		4 322 440	725 000	10/10/2030
DESIREDIS	EDEL		1 508 190	137 000	15/03/2019
TINAM SAS	EDEL		5 508 771	138 875	15/04/2033
SAULDIS	CREDIT MUTUEL		12 500	21 938	31/03/2019
SAULDIS	CREDIT MUTUEL		1 651 894	175 500	31/03/2029
BRIANCONDIS	CREDIT MUTUEL		4 793 214	726 250	30/11/2030
VENCENI	CREDIT MUTUEL		4 409 838	725 100	31/10/2030
SAULDIS	CREDIT MUTUEL		320 490	51 334	30/09/2023
TINAM SAS	CREDIT MUTUEL		8 804 198	133 320	20/04/2033
SAULDIS	CREDIT COOP	8,78%	1 755 572	154 051	01/08/2029
SAULDIS	CREDIT COOP	8,78%	355 784	31 220	01/08/2024
ROMANDIS II	CREDIT COOP	8,78%	4 133 685	362 731	07/02/2027
NEMODIS	CREDIT COOP	9,00%	3 143 166	282 885	01/09/2027
SAULDIS	BPI	8,78%	1 917 550	168 265	31/07/2029
ROMANDIS II	BPI	8,78%	4 599 477	403 604	28/02/2027
VENCENI	BPI	15,00%	4 757 154	713 573	31/10/2030
SAULDIS	BPI	8,78%	622 531	54 627	30/11/2024
TINAM SAS	CREDIT AGRICOLE		8 000 299	222 200	30/04/2033
TINAM SAS	CREDIT AGRICOLE		5 000 093	138 875	30/04/2025
NEMODIS	CREDIT AGRICOLE		403 122	270 000	31/08/2019
				6 844 661	



CJ

AFFECTATION DU RESULTAT

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 11 OCTOBRE 2019

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice écoulé, dont elle constate l'existence et s'élevant à 900.756 euros, de la manière suivante :

- Au poste « Autres réserves » en intégralité, soit 900.756 euros
Ce qui porte le solde de ce poste
à la somme de 10.636.739 euros

Total affecté : 900.756 euros

Les capitaux propres s'élèvent à la somme de 15.746.172 euros pour un capital social de 243.304 euros.

Nous vous rappelons ci-dessous, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, le montant des dividendes distribués au titre des trois exercices précédents :

Exercices	Dividende distribué	Revenus distribués éligibles à l'abattement	Revenus distribués non éligibles à l'abattement
31/05/2016	-	-	-
DCU du 23/02/2017	1.260.000 €	1.259.499,26 €	500,74 €
31/05/2017	-	-	-
31/05/2018	-	-	-

ADOPTION

Cette affectation du résultat a été adoptée à l'unanimité par l'assemblée générale ordinaire annuelle réunie le 11 octobre 2019.

Certifié conforme

Monsieur Hervé PASCO
Président





Conseils & Commissaires Associés

Société de Commissariat aux Comptes - Membre de la compagnie Régionale d'Aix-en-Provence
32 allée Sébastien Vauban - Immeuble Espace Capitou - 83600 Fréjus
Tél. : 04 94 83 25 16 - Mail : cca@sudcca.com

SAS MARIDIS

Société par Actions Simplifiée au Capital de 243 248 Euros

Siège social : Chemin de Saint Pierre
Avenue du 8 mai
13700 MARIGNANE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31/05/2019

C. C. A.

SARL au capital de 200 000 € - RCS FREJUS 484 941 786 - SIRET : 484 941 786 00036 - APE : 6920 Z - FR 67 484 941 786



CZ

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels **Exercice clos le 31/05/2019**

Aux Associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la SAS MARIDIS relatifs à l'exercice clos le 31/05/2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société MARIDIS à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/06/2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président le 26/07/2019.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion,

la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Fréjus, le 26 septembre 2019

Pour la Société CCA

Claude LAVANCHY
Commissaire aux comptes



Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/05/19	Net au 31/05/18
ACTIF				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	49 779	48 137	1 641	995
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	11 848	6 807	5 041	8 990
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	400 063	292 316	107 747	127 889
Installations techniques, matériel et outillage	2 304 481	1 691 371	613 110	794 640
Autres immobilisations corporelles	12 493 066	5 830 874	6 662 192	6 511 666
Immob. en cours / Avances & acomptes				63 721
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	13 644 731		13 644 731	1 354 762
Autres titres immobilisés	23 241		23 241	23 241
Prêts	10 876		10 876	11 245
Autres immobilisations financières	1 199 184		1 199 184	1 138 035
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	30 137 268	7 869 505	22 267 763	10 035 185
Stocks				
Matières premières et autres approv.	33 180		33 180	39 222
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	4 863 575		4 863 575	5 067 347
Créances				
Clients et comptes rattachés	355 086		355 086	314 463
Fournisseurs débiteurs	2 146 839		2 146 839	2 248 857
Personnel	1 160		1 160	3 032
Etat, Impôts sur les bénéfices	355 132		355 132	652 036
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	185 543		185 543	201 048
Autres créances	1 035 660		1 035 660	954 296
Divers				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Valeurs mobilières de placement	1 583 963		1 583 963	1 471 415
Disponibilités	8 600 100		8 600 100	3 158 524
Charges constatées d'avance	312 979		312 979	190 002
TOTAL ACTIF CIRCULANT	19 473 217		19 473 217	14 300 244
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion - Actif				
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL ACTIF	49 610 485	7 869 505	41 740 980	24 335 429




Bilan

	Net au 31/05/19	Net au 31/05/18
PASSIF		
Capital social ou individuel	243 304	201 304
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	4 809 656	52 944
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	24 330	20 130
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	9 735 983	8 824 628
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice	900 756	915 554
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	32 143	
TOTAL CAPITAUX PROPRES	15 746 172	10 014 561
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	678 464	433 623
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	678 464	433 623
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
<i>Emprunts</i>	10 440 570	3 746 611
<i>Découverts et concours bancaires</i>	21 606	19 312
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	10 462 176	3 765 923
Emprunts et dettes financières diverses	3 856	4 268
Emprunts et dettes financières diverses - Associés	5 157 638	532 059
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	68 122	57 310
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 813 387	6 353 345
<i>Personnel</i>	1 104 375	1 462 616
<i>Organismes sociaux</i>	559 984	635 836
<i>Etat, Impôts sur les bénéfices</i>		
<i>Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires</i>	232 374	226 618
<i>Etat, Obligations cautionnées</i>		
<i>Autres dettes fiscales et sociales</i>	823 173	806 060
Dettes fiscales et sociales	2 719 906	3 131 129
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	64 174	14 282
Autres dettes	27 086	27 939
Produits constatés d'avance		991
TOTAL DETTES	25 316 344	13 887 245
Ecart de conversion - Passif		
TOTAL PASSIF	41 740 980	24 335 429



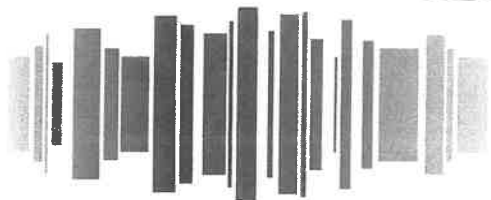
Compte de résultat

	du 01/06/18 au 31/05/19 12 mois	du 01/06/17 au 31/05/18 12 mois	Variation absolue (montant)
PRODUITS			
Ventes de marchandises	85 066 212	80 546 744	4 519 468
Production vendue	7 483 989	7 379 697	104 292
Production stockée			
Subventions d'exploitation			
Autres produits	685 438	691 252	-5 814
Total	93 235 639	88 617 693	4 617 946
CONSUMMATION M/SES & MAT			
Achats de marchandises	70 252 508	66 748 980	3 503 528
Variation de stock (m/ses)	203 773	-629 700	833 472
Achats de m.p & aut.approv.	237 087	230 478	6 610
Variation de stock (m.p.)	6 042	4 984	1 057
Autres achats & charges externes	9 828 464	9 620 282	208 182
Total	80 527 873	75 975 025	4 552 848
MARGE SUR M/SES & MAT	12 707 765	12 642 668	65 097
CHARGES			
Impôts, taxes et vers. assim.	1 094 518	1 125 113	-30 595
Salaires et Traitements	6 510 400	6 434 074	76 325
Charges sociales	1 898 506	1 937 811	-39 304
Amortissements et provisions	1 745 987	1 595 141	150 846
Autres charges	11 885	10 197	1 688
Total	11 261 295	11 102 336	158 960
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 446 470	1 540 332	-93 862
Produits financiers	86 528	14 188	72 340
Charges financières	129 343	114 837	14 506
Résultat financier	-42 815	-100 649	57 834
Opérations en commun	3 915	1 835	2 080
RESULTAT COURANT	1 407 570	1 441 518	-33 948
Produits exceptionnels	176 371	240 949	-64 577
Charges exceptionnelles	88 345	435 416	-347 071
Résultat exceptionnel	88 026	-194 468	282 494
Participation des salariés	255 634	254 033	1 601
Impôts sur les bénéfices	339 206	77 463	261 743
RESULTAT DE L'EXERCICE	900 756	915 554	-14 798

COMPTES ANNUELS

DU 01/06/2018 AU 31/05/2019

Annexe



Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS MARIDIS

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/05/2019, dont le total est de 41 740 980 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 900 756 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/06/2018 au 31/05/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 26/07/2019 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/05/2019 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets :
1 à 5 ans
- * Constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 15 ans
- * Matériel et outillage industriels : 2 à 12 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 4 à 20 ans
- * Matériel de transport : 5 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 7 ans
- * Matériel informatique : 3 à 7 ans
- * Mobilier : 4 à 7 ans



Règles et méthodes comptables

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 1,5 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %

Règles et méthodes comptables

- Age de départ à la retraite : 62 ans
- Taux de rotation du personnel : 2 %
- Table de taux de mortalité : (table INSEE TD 88-90)

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de reconstitution du fonds de roulement.

Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant à l'exercice pour un montant de 207 558 euros a été porté au crédit du compte 649 - Charges de personnel - CICE.

Ce produit du CICE, propre à l'entreprise, comptabilisé à la date de clôture vient en diminution des charges d'exploitation

Un montant de 51 euros correspondant à la quote-part du CICE de ses filiales non soumises à l'impôt sur les sociétés et revenant à l'entreprise en sa qualité d'associée a été porté au crédit du compte 699 - Crédits d'impôts.

Le montant de la créance du CICE définitif au titre de l'année civile 2018 est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de cet exercice alors que le CICE théorique couru à la date de clôture sera imputable sur l'impôt sur les sociétés de l'exercice suivant.



Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

- Parrainage:

Dans le cadre des contrats institué au sein du mouvement E.LECLERC, la SAS MARIDIS a pris l'engagement de couvrir les pertes éventuelles des magasins suivants:

- Centre E.LECLERC AVIROC (Avignon - France)
- Centre E.LECLERC ROMANDIS (Montelimar - France)
- Centre E.LECLERC SODISAPT (Apt - France)
- Centre E.LECLERC ANGLEDIS (Les Angles - France)
- Centre E.LECLERC SERDIS A2G (La Chapelle en Serval - France)
- Centre E.LECLERC SAULDIS (Saulce - France)
- Centre E.LECLERC BRIANCONDIS (Briançon - France)
- Centre E.LECLERC HYERDIS (Hyeres - France)
- Centre E.LECLERC SODESUP II (Vence - France)
- Centre E.LECLERC FANGO (Bastia - France)
- Centre E.LECLERC LIBRE SERVICE DU PHARE (San Nicolao - France)
- Centre E.LECLERC SODICA II (Le Cannet - France)
- Centre E.LECLERC SOSUMAR (Saint Etienne de Fontbellon - France)

- Swap:

La SAS MARIDIS a conclu un SWAP de taux d'intérêt à caractère de couverture avec la banque CIC ayant pour date d'application 01/04/2014-01/04/2022.

Au 31/05/2019, le contrat porte sur un montant nominal de 1 633 333 Euros.

La valeur du SWAP au 31/05/2019 est de - 56 707.18 E.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	75 853	1 448	15 675	61 626
Immobilisations incorporelles	75 853	1 448	15 675	61 626
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	385 292			385 292
- Constructions sur sol d'autrui	14 771			14 771
- Installations générales, agencements et aménagement des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 295 307	153 224	144 051	2 304 481
- Installations générales, agencements aménagement divers	9 837 197	1 230 877	11 181	11 056 893
- Matériel de transport	283 871			283 871
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 122 969	29 333		1 152 303
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	63 721		63 721	
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	14 003 127	1 413 435	218 952	15 197 610
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	1 354 762	12 450 566	160 597	13 644 731
- Autres titres immobilisés	23 241			23 241
- Prêts et autres immobilisations financières	1 149 281	72 258	11 479	1 210 060
Immobilisations financières	2 527 284	12 522 824	172 076	14 878 032
ACTIF IMMOBILISE	16 606 264	13 937 707	406 704	30 137 268

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	1 448	1 413 435	12 522 824	13 937 707
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	1 448	1 413 435	12 522 824	13 937 707
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste		63 721		63 721
Virements vers l'actif circulant				
Cessions	15 675	155 231	172 076	342 983
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice	15 675	218 952	172 076	406 704

Notes sur le bilan

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	65 868	4 751	15 675	54 944
Immobilisations incorporelles	65 868	4 751	15 675	54 944
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	267 296	19 157		286 453
- Constructions sur sol d'autrui	4 878	985		5 863
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 500 667	334 755	144 051	1 691 371
- Installations générales, agencements aménagements divers	3 852 059	901 977	8 712	4 745 323
- Matériel de transport	108 185	56 774		164 959
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	772 126	148 465		920 591
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	6 505 211	1 462 112	152 763	7 814 561
ACTIF IMMOBILISE	6 571 080	1 466 863	168 438	7 869 505

Notes sur le bilan

Les opérations s'analysent comme suit :

	Immobilisations Incorporelles	Immobilisations Corporelles	Total
Ventilation des dotations			
Compléments liés à une réévaluation			
Eléments amortis selon mode linéaire	4 751	1 462 112	1 466 863
Eléments amortis selon autre mode			
Dotations exceptionnelles			
Dotations de l'exercice	4 751	1 462 112	1 466 863
Ventilation des diminutions			
Eléments transférés à l'actif circulant			
Eléments cédés		8 712	8 712
Eléments mis hors service	15 675	144 051	159 726
Diminutions de l'exercice	15 675	152 763	168 438

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 5 657 840 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	55 381		55 381
Prêts	10 876		10 876
Autres	1 199 184		1 199 184
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	355 086	355 086	
Autres	3 724 334	3 724 334	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	312 979	312 979	
Total	5 657 840	4 392 399	1 265 441
Prêts accordés en cours d'exercice	15 450		
Prêts récupérés en cours d'exercice	7 624		

Produits à recevoir

	Montant
Factures à établir	258 635
Fournisseurs rist a recevoir	1 375 763
Fournisseurs av a recevoir m/se	12 839
Fournisseurs av a recevoir fg	65 837
Fournisseurs av à recevoir centrale	88 980
Interets courus a recevoir	8 253
Total	1 810 307

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 243 304,00 euros décomposé en 30 413 titres d'une valeur nominale de 8,00 euros.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	25 163	8,00
Titres émis pendant l'exercice	5 250	8,00
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	30 413	8,00

Liste des propriétaires détenant plus de 10 % du capital

	% de détention	Nombre de part ou d'actions
I. PERSONNES MORALES		
SC EP HOLDING 13700 MARIGNANE	12,00	3 650,00
SC MP HOLDING 13700 MARIGNANE	12,00	3 650,00
SC SP HOLDING 13700 MARIGNANE	12,00	3 650,00
II. PERSONNES PHYSIQUES		
PASCO Hervé 13620 CARRY LE ROUET	55,32	16 827,00

Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires		32 143		32 143
Prêts d'installation				
Autres provisions				
Total		32 143		32 143
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières		32 143		
Exceptionnelles				



Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	180 000	235 000			415 000
Garanties données aux clients	170 186				170 186
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	83 437	93 278	83 437		93 278
Total	433 623	328 278	83 437		678 464
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		328 278	83 437		
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 25 248 222 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	21 606	21 606		
- à plus de 1 an à l'origine	10 440 570	1 952 112	6 383 444	2 105 014
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	3 856	3 856		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 813 387	6 813 387		
Dettes fiscales et sociales	2 719 906	2 719 906		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	64 174	64 174		
Autres dettes (**)	5 184 723	5 184 723		
Produits constatés d'avance				
Total	25 248 222	16 759 764	6 383 444	2 105 014
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	8 088 710			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	1 393 109			
(**) Dont envers les associés	5 157 638			

Le montant des divers emprunts et dettes contractés auprès d'associés personnes physiques s'élève à 5 157 638 euros.

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
Frs - factures non parvenues m/ses	19 859
Frs - factures non parvenues fg	697 875
Frs immobil. - fact. non parvenues	2 074
Interets courus sur emprunts	8 815
Interets courus a payer	21 606
Interets courus sur swap	3 856
Associés-interets a payer	31 742
Provision congés payés	571 798
Provision interressement	214 647
Participation des salaires	40 987
Provision primes a payer	266 972
Charges sociales sur cp	188 693
Prov. ch. sociales s/ p. bilan	23 150
Prov. ch. sociales sur primes	66 651
Charges fiscales/cp	11 436
Etat charges a payer	160
Taxe grande surface	407 543
Effort construction	40 249
Formation professionnelle	27 406
Cet	256 549
Tvts	8 012
Organic a payer	49 878
Taxe publicite a payer	16 600
Clients avoirs	1 147
Clients acomptes	8 035
Charges à payer	986
Total	2 986 726

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatees d avance m/se	180 867		
Charges constatees d avance fg	132 112		
Total	312 979		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis	5 352 997		5 352 997
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services	10 652		10 652
Ventes de marchandises	85 066 212		85 066 212
Produits des activités annexes	2 120 340		2 120 340
TOTAL	92 550 200		92 550 200

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 12 585 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	101	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	4 479	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	2 469	
Amortissements des immobilisations	49 155	
Amortissements dérogatoires	32 143	
Boni TEL annulation gain		6 052
Produits des cessions d'éléments d'actif		700
Remboursement TICFE 2016-2017-2018		152 237
Solde chèques non encaissés		10 705
Autres produits exceptionnels		6 678
TOTAL	88 345	176 371

Notes sur le compte de résultat

Résultat et impôts sur les bénéfices

Ventilation de l'impôt

	Résultat avant Impôt	Impôt correspondant (*)	Résultat après Impôt
+ Résultat courant (**)	1 407 570	381 378	1 026 191
+ Résultat exceptionnel	88 026	29 376	58 650
- Participations des salariés	255 634	71 549	184 085
Résultat comptable	1 239 962	339 206	900 756
(*) comporte les crédits d'impôt (et à ce titre le CICE)			
(**) Majoré du montant du CICE (montant repris de la colonne "Impôt correspondant")			



Notes sur le compte de résultat

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 28 % à hauteur de 500 000 € et 31 % au-delà, fait ressortir une créance future d'un montant de 19 585 euros. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	32 143
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	32 143
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	102 089
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	102 089
C. Déficits reportables	
D. Moins-values à long terme	
Estimation du montant de la créance future	19 585
Base = (A - B - C - D)	
Impôt valorisé au taux de 28 % à hauteur de 500 000 € et 31 % au-delà	

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 248 personnes dont 7 handicapés.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	40	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	208	
Ouvriers		
Total	248	

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Cette information n'est pas mentionnée car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Engagements financiers

Engagements donnés



Autres informations

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
<i>Cautionnements bancaires donnés auprès des magasins parrainés (détail en annexe)</i>	6 844 661
Avals et cautions	6 844 661
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>Nantissement du fonds de commerce Maridis au profit de Oséo</i>	278 688
<i>Nantissement du fonds de commerce Maridis au profit du Crédit Coopératif</i>	758 333
<i>Nantissement du fonds de commerce Maridis au profit du CIC</i>	8 471 446
<i>Nantissement du fonds de commerce Maridis au profit de la BPI</i>	774 468
Autres engagements donnés	10 282 935
Total	17 127 596
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	6 844 661
Engagements assortis de suretés réelles	10 282 935

Autres informations

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
<i>Cautions reçues des parrains de MARIDIS (détail en annexe)</i>	278 688
Avals et cautions	278 688
Autres engagements reçus	
Total	278 688
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	278 688
Engagements assortis de sûretés réelles	

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 109 711 euros
 Les engagements de retraite ne font pas l'objet d'une comptabilisation.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de reconstitution du fonds de roulement.



DETTES ASSORTIES DE GARANTIES DONNEES ET RECUES PAR L'ENTREPRISE

(Nantissements, Hypothèques, Warrants, Privilèges)

Nature de la Dette	Capital Emprunté	Capital restant à rembourser			Société concernée par la garantie donnée	Nature de la Garantie donnée	Engagements donnés	Engagements reçus
		A court Terme	A moyen Terme	A long Terme				
Emprunt OSEO	3 500 000	278 688			MARIDIS	Nantissement du fonds de commerce MARIDIS Caution solidaire à hauteur de 20% de ANGLEDIS Caution solidaire à hauteur de 10% de NEMODIS Caution solidaire à hauteur de 10% de SODISAPT Caution solidaire à hauteur de 10% de SUDALP Caution solidaire à hauteur de 10% de MONTAUDIS Caution solidaire à hauteur de 10% de VALESCURE DISTRIBUTION Caution solidaire à hauteur de 10% de DRUMEDIS Caution solidaire à hauteur de 10% de LAVIDA Caution solidaire à hauteur de 10% de SO SUMAR CENTRE LECLERC	278 688	55 738 27 869 27 869 27 869 27 869 27 869 27 869 27 869
Emprunt Crédit Coopératif	1 300 000	108 333	433 334	216 666	MARIDIS	Nantissement du fonds de commerce MARIDIS	758 333	
Emprunt BPI	1 300 000	110 638	442 553	221 277	MARIDIS	Nantissement du fonds de commerce MARIDIS	774 468	
Emprunt CIC	1 400 000	116 669	466 669	233 331	MARIDIS	Nantissement du fonds de commerce MARIDIS	816 669	
Emprunt CIC	7 200 000	1 010 272	4 109 442	1 742 630	MARIDIS	Nantissement du fonds de commerce MARIDIS	6 862 344	
Emprunt CIC	1 200 000	237 798	554 635		MARIDIS	Nantissement du fonds de commerce MARIDIS	792 433	
	15 900 000	1 862 398	6 006 633	2 413 904				
			10 282 935				10 282 935	278 688



C9

Engagements donnés par MARIDIS

	Plafond d'engagement	% d'engagement	Capital restant dû	Engagement donné au 31/12/18	date fin engag
BRIANCONDIS					
BRIANCONDIS	CE	13,75%	3 055 000	420 063	05/08/2030
BRIANCONDIS	CE	13,75%	1 333 333	183 333	04/04/2031
BRIANCONDIS	CE	13,75%	250 000	34 375	05/05/2023
ROMANDIS SA	SG		149 094	73 000	07/02/2019
ROMANDIS SA	SG		248 568	38 171	07/02/2027
ROMANDIS SA	SG		3 084 891	459 371	07/02/2027
VENCENI	EDEL		4 322 440	725 000	10/10/2030
DESIREDIS	EDEL		1 508 190	137 000	15/03/2019
TINAM SAS	EDEL		5 508 771	138 875	15/04/2033
SAULDIS	CREDIT MUTUEL		12 500	21 938	15/04/2033
SAULDIS	CREDIT MUTUEL		1 651 894	175 500	31/03/2029
BRIANCONDIS	CREDIT MUTUEL		4 793 214	726 250	30/11/2030
VENCENI	CREDIT MUTUEL		4 409 838	725 100	31/10/2030
SAULDIS	CREDIT MUTUEL		320 490	51 334	30/09/2023
TINAM SAS	CREDIT MUTUEL		8 804 198	133 320	20/04/2033
SAULDIS	CREDIT COOP	8,78%	1 755 572	154 051	01/08/2029
SAULDIS	CREDIT COOP	8,78%	355 784	31 220	01/08/2024
ROMANDIS II	CREDIT COOP	8,78%	4 133 685	362 731	07/02/2027
NEMODIS	CREDIT COOP	9,00%	3 143 166	282 885	01/09/2027
SAULDIS	BPI	8,78%	1 917 550	168 265	31/07/2029
ROMANDIS II	BPI	8,78%	4 599 477	403 604	28/02/2027
VENCENI	BPI	15,00%	4 757 154	713 573	31/10/2030
SAULDIS	BPI	8,78%	622 531	54 627	30/11/2024
TINAM SAS	CREDIT AGRICOLE		8 000 299	222 200	30/04/2033
TINAM SAS	CREDIT AGRICOLE		5 000 093	138 875	30/04/2025
NEMODIS	CREDIT AGRICOLE		403 122	270 000	31/08/2019
				6 844 661	



C9